

COUP

100 JOURS
07/06

de grisou sur EDF-GDF

LA MESURE

Le 7 juin, le gouvernement engage l'abandon d'EDF, après avoir privatisé GDF

Le gouvernement a prétendu vendre Gaz de France pour financer son développement, alors que l'entreprise dispose de ressources importantes et suffisantes.

L'entreprise poursuit une stratégie purement financière.

Le gouvernement poursuit donc la grande braderie de nos fleurons industriels et la casse des services publics : hausse des prix (15,4% de juillet 2005 à avril 2006), discriminations entre les usagers, reculs sociaux pour les personnels et détérioration de la sécurité des citoyens et de la sûreté de la production.

LE DANGER

Gestion à courte vue et concurrence généralisée

Villepin prétend protéger les entreprises françaises dans les secteurs stratégiques, vante le patriotisme économique, mais brade les deux fleurons énergétiques de la France en pleine crise pétrolière !

La privatisation rampante de Gaz de France n'est dictée que par les choix idéologiques de la droite, et la nécessité de combler des déficits publics qu'elle a laissé filer depuis trois ans. Ce service public, rentable, efficace, donnait pourtant toute satisfaction aux Français.

La nécessité d'une rentabilité financière immédiate orientera le service public vers une gestion de courte vue, alors que nous avons besoin d'un outil public performant pour faire face à la nouvelle donne pétrolière. La mise en concurrence prévue d'EDF et GDF sur leurs marchés respectifs est d'autant plus irresponsable que nous connaissons une crise énergétique.

LE PS PROPOSE

Un pôle public de l'énergie

Les socialistes affirment la nécessité d'une maîtrise publique de la politique énergétique, et exigent le maintien d'un niveau élevé de sûreté (excluant notamment toute privatisation du nucléaire). L'accès à l'énergie doit être garanti pour tous les Français, au même prix. Les principes d'égalité, de continuité et d'adaptabilité propres aux services publics, la spécificité du bien énergétique et la sûreté de la production nucléaire imposent le maintien d'EDF et Gaz de France dans le service public.

EDF et Gaz de France doivent engager un grand programme "Énergie 2020" pour répondre aux défis de demain et assurer les missions essentielles de service public : sécurité d'approvisionnement, indépendance énergétique, diversification et décentralisation énergétiques, lutte contre l'effet de serre, maîtrise des technologies d'avenir, sobriété et efficacité énergétique.



Cent jours de Villepin : un mauvais coup par semaine